

Informations

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



Vigilance

Energie : L'enjeu d'un véritable service public

Sommaire

n° 117 - juin 1998

Bourse du Travail
19. Place Saint Sernin
BP 7094
31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1 franc
n° d'inscription
à la CP 579 D 73
Imprimerie du
Comité Régional

Directrice de publication :
Martine BERNARD

© 05.61.23.35.52

Em@il CGT.CRMidi-Pyrenees@wanadoo.fr

- | | | |
|-----------------------------|---|--------------|
| ■ Vos luttes dans la région | | p. 1 |
| ■ Edito | <i>Une situation sociale pleine de potentialités</i> | p. 2 |
| ■ Privés d'emploi | <i>Chômeurs : un printemps qui marche</i> | p. 3 |
| ■ Dossier | <i>L'électricité & Gaz ne sont pas des marchandises</i> | p. 4 |
| | <i>Charbon : des ressources naturelles pour l'emploi</i> | p. 5 |
| | <i>Albi-Carmaux : des propositions pour l'emploi</i> | p. 6 |
| | <i>Pétition : électricité-gaz, un droit pour tous !</i> | p. 7 |
| ■ Immigration | <i>Racisme et discrimination au travail</i> | p. 8 |
| ■ International | <i>Retour de Chine !</i> | p. 9 |
| ■ Connaître | <i>Syndicalisme des employés de bureau</i> | p. 10 |

Vos luttes dans la région

Ce mois de mai a été marqué par de multiples actions revendicatives et montre une évolution dans l'essor du mouvement social, tout comme ce qui s'annonce en ce début du mois de juin. Tour d'horizon sur quelques initiatives marquantes :

1^{ER} MAI

Les manifestations dans les principales villes de Midi-Pyrénées ont connu une participation importante : Toulouse 7000, Tarbes 1000, Albi 800, Cahors 250... ■

SANTÉ

Près de 500 personnes venues des différents départements de notre région ont participé, à l'appel du Comité Régional CGT Midi-Pyrénées, au rassemblement régional du 20 avril 1998 à Toulouse au moment de la tenue de la conférence régionale de santé en présence de Bernard Kouchner. Les syndicats de plusieurs établissements de santé avaient appelé les personnels à la grève, dans le Gers au CHS, en Haute-Garonne au CHR, à Marchant, Ducuing, dans la santé privée, à l'Hôpital de Muret pour exprimer l'inquiétude des personnels face aux menaces sur l'emploi, la dégradation importante de leurs conditions de travail et exiger la prise en compte de leurs revendications.

Depuis, les luttes dans la santé se poursuivent, comme au CHG d'Auch, en lutte depuis 38 jours... ■

RETRAITES

1500 retraité-es venu-es des différents départements de la région, ont manifesté à Toulouse le 12 mai pour le droit à la retraite pour tous, la revalorisation des pensions durement touchées par les politiques successives.

Cette action régionale s'inscrivait dans une journée d'action nationale qui a vu plusieurs dizaines de milliers de retraité-es dans les rassemblements régionaux à l'appel de l'UCR CGT.

A Toulouse, une délégation a été reçue le matin à la préfecture et a remis 12000 signatures de la pétition porteuse des revendications. ■



La Croix du Midi

MARCHE MONDIALE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

C'est à Toulouse le 17 mai, que la marche est arrivée en France, accompagnée de plusieurs milliers de personnes. ■

EDF SAINT GIRONS

Depuis plus de sept semaines, les personnels d'EDF/GDF Saint-Girons sont en lutte pour maintenir les emplois, pour une meilleure réponse aux besoins des usagers. ■

TOUR DE FRANCE

POUR L'EMPLOI

C'est le 1^{er} mai à Tarbes que la caravane a démarré son périple dans notre région (voir article). ■



La Croix du Midi

■ Une situation sociale pleine de potentialités !

Nous vivons une période importante pour l'avenir des conditions de vie de millions de salariés, avec ou sans emploi.

Mais un des enjeux du moment réside bien dans la capacité des salarié-es et des privé-es d'emploi à faire converger leurs efforts de mobilisation.

des points à la résistance qu'opposent salariés, usagers, élus à la déstructuration massive des services publics en milieu rural.

Mais ça ne suffit pas !

Le chantier de la réduction du temps de travail est ouvert avec le vote de la loi sur les 35 heures, et cela au moment même où des milliers de privés d'emploi crient leurs exigences de vivre dignement.

Les manifestations de chômeurs du 7 mars 1998 ont été couronnées de succès. Elles ont été un tremplin idéal pour assurer le succès du «Tour de France des chômeurs pour l'emploi et les moyens de vivre». Elles conditionnent le succès de la journée nationale d'action du 4 juin à Paris, où des milliers de chômeurs et de salariés ont manifesté ensemble.

Les luttes qui se développent dans de nombreux départements autour des questions de l'emploi et des services publics, PTT, santé, énergie... marquent

C'est bien dans chaque entreprise, sur chaque lieu de travail que nous avons à poursuivre et amplifier le débat pour que l'exigence à mieux vivre des salariés se conjugue avec nos propositions pour la création de véritables emplois et une augmentation des salaires.

En tant qu'organisation syndicale, la CGT a une immense responsabilité pour construire les nécessaires solidarités entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'ont pas, pour faire converger et se rassembler tous les salariés en lutte, pour élargir le champ d'action aux populations.

Solidaires, nous serons efficaces !

Mais encore plus nombreux, nous le serons encore plus !

A condition qu'en matière de syndicalisation nous passions la vitesse supérieure.

Le débat autour des 35 heures, est une occasion forte d'aller sans tarder à la rencontre des salariés et de leur poser la question de la syndicalisation. ■

Gisèle Bergès
Secrétaire générale UD 32

8 juin 1998.

Privés d'emploi

Pour un printemps qui marche !

Partie de **Tarbes** le 1^{er} mai, la caravane du Tour de France pour l'emploi a sillonné les principales villes de notre région : **Pamiers, Auch, Toulouse, Montauban, Albi, Decazeville, Rodez, Figeac, Cahors.**

Son objectif, dans le prolongement du mouvement de décembre/janvier, avec les salariés, les privés d'emploi, aller à la rencontre dans les cités, quartiers, ANPE, des privés d'emploi, proposer des initiatives en convergence

avec les salariés autour de l'exigence et du besoin d'emplois. Ainsi, à Toulouse, une démarche commune s'est construite avec les chômeurs, le collectif de conquête de la route d'Espagne permettant de dégager la possibilité de créer 850 emplois dans ces entreprises. A Auch, c'est la rencontre notamment avec les personnels de l'hôpital en lutte, à Montauban, c'est la délégation du syndicat CGT de l'hôpital et du comité de chômeurs, à la direction et remise de CV.

A Cahors, même démarche, avec le syndicat CGT EDF pour remettre des demandes d'embauches à la direction. Partout, de multiples initiatives, diffusion de milliers de tracts.

Cette campagne qui montre une CGT à l'offensive dans la bataille de l'emploi solidaire, a connu un écho important dans notre région, et a abouti à Paris le 4 juin 1998 pour un rassemblement national des privés d'emploi convergent avec plusieurs initiatives d'actions nationales, commerce, énergie... ■



Figeac



Decazeville



Albi



SNPE
Toulouse



Senvat
Toulouse

■ L'électricité et le gaz ne sont pas des marchandises

L'électricité et le gaz, c'est un peu comme l'air et l'eau, on ne peut s'en passer tant ils sont des éléments vitaux pour chacun d'entre nous.

On dit aussi «l'énergie, c'est la vie» tant le lien entre développement, progrès social et énergie est intime.

Les choix énergétiques qui structurent un pays à long terme engagent l'avenir des générations futures, en matière d'emploi, d'environnement et la capacité d'une nation à maîtriser son développement.

Parce que nous considérons qu'il ne faut pas permettre aux marchés et aux intérêts privés de mettre la main sur l'électricité et le gaz, nous avons décidé de vous alerter sur les conditions dans lesquelles le gouvernement marque sa volonté de transposer la directive européenne concernant l'électricité.

L'ouverture à la concurrence du secteur compromet l'avenir de l'outil industriel qu'est EDF et le Service Public nationalisé tel que nous le concevons.

Ce débat ne peut rester l'affaire de quelques-uns. .../...

Nous proposons une conception du Service Public nationalisé visant notamment à :

- ▲ répondre aux besoins de tous les usagers,
- ▲ contribuer au développement industriel et à l'aménagement du territoire,

▲ assurer l'égalité de traitement et la péréquation tarifaire entre tous les usagers,

▲ facturer les deux énergies au coût de revient,

▲ contribuer à l'indépendance énergétique du pays,

▲ mettre en œuvre une politique fondée sur le long terme.

Cette conception demeure d'actualité. N'y a-t-il pas matière à une contribution originale de notre pays à la construction d'une Europe au service des populations et du développement ?

Des conséquences graves pour les usagers

Aujourd'hui, des dogmes et des fausses vérités servent à justifier l'introduction d'une concurrence qui enclencherait des mécanismes dont nul ne peut affirmer qu'ils seront maîtrisés. Et ceci au détriment du plus grand nombre des usagers du Service Public de l'électricité et du gaz :

▲ les exemples étrangers montrent que seuls les plus gros consommateurs verraient baisser leur facture

▲ les petits et moyens consommateurs, eux, supporteraient toutes les charges,

▲ des grands groupes s'accaparaient les activités les plus profitables au détriment de l'emploi industriel en France et du développement durable et reconstitueraient un monopole privé,

▲ la concurrence serait avant tout sociale, c'est-à-dire portant sur les garanties collectives et le statut des salariés du secteur et sur l'emploi.

Développer, moderniser, démocratiser le service public

Ce constat n'exprime pas la volonté d'un immobilisme. Nous sommes conscients que votre Service Public doit évoluer pour mieux répondre à vos besoins dans une société à la fois marquée par son évolution et l'exclusion croissante d'une partie de nos concitoyens.

Les entreprises publiques EDF/GDF, outils du Service Public de l'électricité et du gaz doivent se transformer pour :

▲ contribuer à la cohésion sociale et à la lutte contre l'exclusion. Cela suppose la baisse des tarifs pour tous et l'interdiction des coupures pour cause de pauvreté,

▲ être davantage à l'écoute des populations et des élus, être plus transparents,

▲ mieux contribuer à l'aménagement du territoire et au développement local, notamment en milieu rural et dans les banlieues,

▲ contribuer à la recherche, au développement scientifique et technique, au développement de filières énergétiques préservant l'environnement et l'avenir de la planète.

La CGT a engagé pour cela un vaste débat avec les personnels, les usagers, les élus, décidé de la manifestation nationale du 4 juin pour l'énergie, de poursuivre l'action pour construire le service public nationalisé de l'électricité et du gaz, rénové, humanisé, démocratisé, répondant aux besoins de la nation. ■

Jean-Claude Dougnac
collectif régional
Midi-Pyrénées FNE CGT



50 000 électriciens et gaziers manifestent à Paris le 4 juin 1998.

.....

■ Charbon : des ressources naturelles pour l'emploi régional

Midi-Pyrénées dispose dans son sous-sol, de réserves importantes de charbon (et d'uranium) pouvant être utilisées pour l'industrie et la production d'énergie. (Les mines d'uranium ont toutes été fermées au profit du tout importé).

Avec la fermeture des houillères du Tarn à Carmaux en 1997, l'activité minière régionale se résume à l'extraction de 200 000 tonnes par an à la houillère de Decazeville en Aveyron.

Ce charbon est utilisé à la centrale thermique de Penchot désormais filiale des charbonnages de France (CDF) et d'EDF, à la chaufferie de l'université de Rangueil Toulouse, à l'unité de production Michelin Bassens...

Les directions de CDF et d'EDF ont récemment pris prétexte de l'arrêt de production de la mine de Carmaux pour arrêter les livraisons de charbon aveyronnais et recourir au tout importé.

Les conséquences sur les bassins miniers sont douloureuses depuis l'instauration de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), Decazeville a perdu plus de 4500 emplois directs dans le seul secteur mine !

TOUT cela pour le plus grand profit des multinationales qui opèrent dans le secteur des minerais et hydrocarbures importés.

Rappelons ici que la CECA instaurerait (déjà) un libre marché des charbons et de l'acier...

Quarante ans après la CECA, le traité de Maastricht généralise le «li-

bre marché» à tous les secteurs vitaux transports, télécommunications, énergie...

Comme pour les mineurs, nul doute que ce sont les salaires, les statuts, l'emploi qui risquent d'en faire les frais, et pour peu que les corporations réalisent leurs convergences, seules les luttes qui se développent, permettront d'enrayer cette dangereuse recombinaison.

Notre syndicat des mineurs CGT de l'Aveyron poursuit son action d'une part au sein de l'union locale CGT, moteur du rassemblement du «tous ensemble pour l'emploi dans le bassin de Decazeville» qui depuis trois ans, se développe avec la FSU, la CFDT, l'UNSA, et de la défense de l'hôpital local. Et d'autre part en convergence avec les agents d'EDF/GDF et leur syndicat CGT contre la «libéralisation du marché de l'électricité et du gaz».

Action

En faveur du maintien au sein du secteur public renforcé, d'une convention de coopération entre notre centrale thermique de Penchot et EDF.

Action

En faveur du maintien de la mine, car le gouvernement actuel a confirmé, sans débat, la politique de liquidation de toutes nos mines, telle que l'avait fixé la droite en 1994.

Pour notre région, cette orientation est d'autant plus scandaleuse que :

- ▲ Les réserves de charbon aveyronnais sont importantes et exploitables pour plus de 25 ans,
- ▲ La mine de Decazeville a les meilleurs résultats de Charbonnages de France,
- ▲ La centrale de Penchot est largement bénéficiaire. Elle utilise 130 000 tonnes de charbon par an,
- ▲ Les chaufferies régionales utilisent plus de 100 000 tonnes, la mine de Decazeville n'en fournit qu'un tiers,
- ▲ Le charbon est l'énergie fossile la plus abondante dans le monde, dans notre pays et notre région.

Avec le charbon, l'électricité, le service public, il y a des emplois à créer tout de suite pour travailler et vivre dignement dans notre région, et dans notre bassin de Decazeville ! ■

Jean-Paul Boyer
Syndicat mineurs Decazeville



■ Albi-Carmaux : des propositions pour l'emploi

Sur le bassin d'emploi AIBI-CARMAUX, l'arrêt de l'extraction charbonnière est devenu effective depuis le 1^{er} juillet 1997 (application du pacte charbonnier que la CGT n'a pas signé).

Cette situation a des conséquences désastreuses au niveau de l'emploi. Les statistiques de l'INSEE font apparaître une plus forte augmentation de demandeurs d'emploi dans le Tarn (+ 4,3%) que sur le reste de la région (+ 2,6%).

Nous considérons que cette situation n'est pas irréversible et nous avons des propositions pour l'emploi. Il n'est pas utopique d'affirmer qu'aujourd'hui l'extraction charbonnière peut être poursuivie et développée. Les experts d'EDF eux-mêmes s'accordent pour dire que le charbon est une source d'énergie d'avenir et que CDF (Charbon-

nage de France) devra tôt ou tard revoir sa copie.

➤➤ **Notre proposition de construction d'une Centrale thermique LFC (à lit fluidisé circulant), technique française de pointe des plus performantes qui respecte l'environnement, permettrait de redynamiser l'emploi sur toute la région.**

Tout le monde aurait à gagner à ce qu'une telle proposition soit prise en compte, notamment les jeunes, les précaires, les privés d'emploi...

La CGT a été «auditionnée» par une commission énergie du CESR qui s'est prononcée pour que le site de «Tronqué-Lavoir» où se trouvent 10 millions de tonnes de charbon à moins de 40 mètres de la surface, ne soit pas condamné pour les générations futures.

Dans des propositions retenues au niveau du Comité de bassin, visant à combler l'espace de la Grande Découverte de Carmaux, certaines comportent un volet industriel, c'est le résultat de l'intervention des salariés avec la CGT. En effet, tous les projets tournaient autour des activités ludiques, ou de loisirs.

Tout cela est dû à notre action, mais cela ne suffit pas. Notre projet, nos propositions sont toujours d'actualité et reposent sur une idée simple : une région ne peut pas se passer de ses atouts et la «reconversion» ne peut pas rayer d'un coup les industries existantes.

Ce sont les besoins des hommes et l'économie qui doivent primer sur la rentabilité financière à court terme. ■

Sylvain Julien
Secrétaire Général UD 81

La CGT propose une centrale électrique au charbon

La CGT va répondre au concours international d'idées lancé par le comité de bassin du Tarn Nord : en proposant la construction d'une centrale de production électrique tournant au charbon de Carmaux. Nul n'étant prophète en son pays, le charbon serait-il une idée neuve ?

Dans sa volonté inouïe de remettre de bout en bout la carrière que l'usine démantelée du Tarn-Nord laisse par le charbon et son exploitation locale, la CGT du Tarn a fait un nouveau pas hier en présentant à la presse sa contribution au concours international d'idées pour la Découverte, lancé par le Comité de bassin du Tarn-Nord

présenté par Paul Quilès. Représentant au bord la balle lancée par le comité, l'union départementale CGT, le syndicat CGT des mineurs de Carmaux et le syndicat CGT des agriculteurs, traverseront demain matin leur projet de construction dans « l'Albigeois », d'une centrale thermique « à lit fluidisé circulant », sur les mines basses de post-traitement entre EDF et CDF

que celle construite à l'ancienne « lit fixe ».

Il s'agit d'une centrale de 250 mégawatts, consommant du charbon (environ 700.000 tonnes par an) et d'exploiter les mines basses de Carmaux, et qui, grâce aux nouvelles technologies expérimentées avec succès à Fontenay-le-Comte, respecterait l'environnement au moins autant que le nucléaire.

« En tel projet, dont nous conservons la primauté du charbon pour le comité de bassin », précise Sylvain Julien, permettrait la création de 300 emplois environ pour le temps de la construction de la centrale. Par la suite il nécessiterait l'emploi de 700 mineurs à Carmaux ou il faudrait poursuivre le projet des négociations avec le croissement de la

seconde fosse, celle de Tronqué-Lavoir. 120 emplois seraient également créés à EDF ».

Un projet des plus sérieux pour lequel la CGT associe volontiers son savoir-faire, d'autant pour le faire aboutir : « Mais toute seule la CGT ne pourra rien reconnaître », Sylvain Julien, « c'est pourquoi et le aura besoin de l'appui de toute la population afin de créer un rapport de force en faveur de ceux qui pensent qu'une industrialisation sérieuse ne peut être envisagée sans tenir compte des richesses de la région et de ses richesses naturelles ».

De plus comme la CGT « chacun aura alors cette responsabilité de déterminer ». Car le mieux que l'on puisse dire est que l'af-

firmation du président du comité de bassin Paul Quilès selon lequel le rapport final du comité présenté récemment avait été « accepté à l'unanimité, du Président aux syndicalistes de la CGT », a fait sauter au plafond les drapeaux.

« Ce rapport prend comme point de départ le fait accepté de l'arrêt de l'extraction charbonnière » ce que nous confirmons. À ce titre déjà, il était donc impossible de laisser dire cela. De plus ce rapport ne contient vraiment rien sur le développement industriel. Il faut arriver au 3^e et 4^e axe d'action pour entreprendre de « développer économiquement » et il est surtout question de « dynamiser » l'artisanat et le commerce, de touris-

me industriel... bref rien d'un projet industriel sérieux ».

Une charge en règle contre le comité, pourtant rapidement atténuée par la CGT qui estime justement, par l'apport de son projet, pallier à cette faiblesse congénitale. Répondant dans la proposition de départ, Un projet d'autant moins insipide pour la CGT que sa proposition s'appuie sur de solides références. Avec tout d'abord le rapport de la Cour des Comptes : celle là même qui avait montré du doigt la Découverte et son gouffre financier. Elle estimait en effet aujourd'hui selon la CGT que « la décision la mieux fondée serait l'entreprise d'exploitation de la deuxième fosse jusqu'en 2005 ».

Second argument avancé par

la CGT, une note interne d'EDF qui en arriverait « à la conclusion que le charbon en matière de production énergétique serait presque aussi compétitif que l'atome ».

Au-delà d'écrits nouveaux qui vendraient donner une seconde jeunesse au charbon dont, si est vrai, une peu ancienne publicité professionnelle disait

« Le charbon : une idée neuve ? ».

Un slogan quasiment repris dans, par la CGT, qui se défend de vouloir engager ainsi le ser- vice Paul Quilès vers le comité de bassin, mais hier au contraire d'offrir une démarche qui fût d'être contradictoire, se veut conjoncturelle. A suivre donc François BRUNO.

Les participants

Participent aux travaux de présentation de projet CGT : Sylvain Julien, secrétaire de l'UD, Marie-Claire Cuhé, membre du comité économique et social régional, Benoît Guis, secrétaire du syndicat CGT de la centrale Pélissier, Maurice Bernard, secrétaire régional CGT, Alain Gayraud et Jacques Blazat du syndicat des mineurs CGT, Serge Engrat, secrétaire de Saint-Benoît-de-Carmaux.

Électricité gaz

un Droit pour tous!

L'électricité, le gaz sont indispensables à la vie quotidienne de tous, quels que soient leurs moyens. Ils sont indispensables à l'économie du pays, à l'indépendance énergétique de la Nation. C'est pour cela qu'ils ont été nationalisés.

- POUR un service public plus proche de mes besoins.
 - POUR une gestion d'EDF-GDF qui prenne en compte mes intérêts, permette, entre autres, de baisser immédiatement les tarifs de 25 %
 - POUR l'accès à l'énergie des plus démunis, des privés d'emploi, pour un service public plus solidaire. Cela suppose l'interdiction des coupures pour cause de pauvreté.
- Je veux participer aux décisions sur l'avenir du service public nationalisé.

Je refuse l'application des directives européennes qui veulent livrer la production, le transport, la distribution de l'électricité et du gaz aux intérêts privés.

NOM PRÉNOM	COMMUNE	SIGNATURE

À remettre à un militant CGT de votre connaissance ou à envoyer à :
Fédération Nationale de l'Énergie CGT 16 rue Candale 93507 Pantin Cedex

Si l'année 1998, notre campagne a pour thème la discrimination dans le monde du travail nous avons besoin d'agir et de faire progresser notre réflexion.

Dans notre campagne, le racisme se combat à l'entreprise, la CGT ne part pas de zéro. En effet, des points d'appui existent :

- ▲ La campagne 1997, avec le Tour de France de la fraternité
- ▲ Le colloque européen en novembre 1997 le racisme et les discriminations au travail
- ▲ Manifestations contre le Front National
- ▲ Echec des listes du CFNT aux élections prud'homales
- ▲ Lutte et soutien pour la régularisation des sans-papiers

C'est un véritable défi que la CGT a lancé depuis quelques années, nous constatons que le racisme continue à se développer parmi un certain nombre de salariés, de syndiqués, et même de militants.

Cette réalité bouscule l'idée selon laquelle la solidarité de classe nous mettrait à l'abri du rejet de l'autre, de celui qui est différent, bref, de celui qui devient l'étranger responsable de tous les maux dont souffre la société française. Combien de fois avons-nous en effet entendu crier sur tous les tons contre le racisme sans pour autant que cela se concrétise par une action déterminée dans l'entreprise à propos des discriminations, de l'embauche de salariés, des conditions de travail, de la formation ou des promotions. C'est la raison pour laquelle la CGT a principalement ciblé l'entreprise dans cette campagne 1998 contre le racisme et les discriminations, autour d'un

thème : *je ne suis pas complice, je témoigne.*

De ce fait, la confédération a édité une carte témoignage. Elle est diffusée par les UD et les fédérations.

L'objectif est d'engager de larges débats sur le lieu de travail en partant de témoignages, d'établir des cahiers de revendications et de définir les moyens à mettre en œuvre pour les faire aboutir.

D'ores et déjà, nos camarades de l'union syndicale de la construction de la Haute-Garonne s'est réuni le lundi 11 mai pour examiner comment ils allaient s'inscrire dans cette démarche. Quatre entreprises ont été ciblées au niveau de l'UL Mirail, huit entreprises vont être consultées.

Les communaux de Toulouse se sont réunis le 29 avril. Les cartes de témoi-

gnage sont distribuées par service.

Certes cette campagne pour être efficace doit être limitée dans le temps.

Avril, mai, juin, débats en entreprise

Deuxième semestre : premier bilan :

Enseignements de la campagne et prise en compte de ceux-ci dans la préparation du 46^e congrès de la CGT.

Le bilan de cette action doit aussi permettre de mettre en place une charte revendicative régionale afin de ne pas laisser la place aux seuls pouvoirs publics pour l'intégration de l'immigration.

Nous avons obligation de poursuivre notre démarche revendicative pour que les salariés immigrés puissent être intégrés dans le monde du travail. ■

Joaquim Miranda
Membre CGT à la CRIPI

Discrimination :

Fait de distinguer des autres un groupe (social, ethnique, confessionnel,...) dans le but de le traiter plus mal et de restreindre ses droits.

Temps Forts

Des ateliers de l'intégration locale organisés par l'agence pour le développement des relations interculturelles du 6 et 7 mai 1998 à Toulouse, soutenu par le ministère de l'emploi et de la solidarité, du FAS, une délégation interministérielle à la ville et la communauté européenne qui avait pour thème central les discriminations dans le monde du travail. Notre organisation syndicale était représentée par la confédération, les membres de la CRIPI Midi-Pyrénées CGT et le Comité Régional CGT Midi-Pyrénées. ■



Une délégation du Comité Régional CGT Midi-Pyrénées composée de Martine Bernard Secrétaire régionale, Sylvain Julien secrétaire général UD 81, Gisèle Bergès secrétaire générale UD 32, Jean-Luc Comps Syndicat EDF DPT, Georges Daout Secrétaire général syndicat Aéropatiale, Danielle Truc Secrétaire Générale UL Tarbes, a séjourné en Chine du 18 au 26 avril 1998, à l'invitation de l'Union syndicale du Sichuan.



四川在中国的位置
The Location of Sichuan



Cette province située au centre de la Chine, pour l'essentiel agricole et rurale compte 85 millions d'habitants, est jumelée depuis 1987 avec la région Midi-Pyrénées. Ce jumelage s'est déjà traduit par de nombreux accords de partenariat au plan économique, mais pas seulement !

Dans la politique d'ouverture entamée aujourd'hui en Chine l'exis-

tence du jumelage a mis en évidence le besoin pour les syndicats de la province du Sichuan d'engager avec le Comité Régional CGT Midi-Pyrénées des coopérations nouvelles basées sur la connaissance mutuelle, le renforcement des échanges et des liens d'amitié.

➤➤ **L'accueil très chaleureux de nos camarades chinois et l'organisation de notre séjour nous ont permis de visiter quatre entreprises, une filature, une entreprise aéronautique, une centrale électrique, une distillerie, et de rencontrer les militants des syndicats de ces entreprises, ainsi que la direction de la confédération chinoise.**

Ainsi, nous avons pu toucher la réalité du syndicalisme chinois et les transformations et restructurations en cours dans la société chinoise, qui ont soulevé de nombreuses questions de notre délégation. Bien sûr, notre délégation a pu se rendre sur les grands sites culturels connus dans le monde : la grande muraille, la cité interdite...

Cet échange va se poursuivre et s'intensifier à l'occasion de la venue d'une délégation de l'union syndicale au Sichuan à l'automne que nous recevrons en Midi-Pyrénées. ■

Martine Bernard
Secrétaire régionale
Midi-Pyrénées

Syndicalisme des employés de bureau



Yannick Le Quentrec, a 42 ans, deux enfants, est syndicaliste, militante du Lot, elle est conseillère CGT au CESR. Educatrice spécialisée, après plu-

sieurs années d'études supérieures en formation continue, elle soutient sa thèse de doctorat *Employés de bureau et syndicalisme*.

Sociologue, elle est aujourd'hui attachée d'enseignement et de recherche à l'université de Toulouse le Mirail et à l'UFR de sociologie.

Elle vient de publier sa thèse aux éditions l'Harmattan.

A bordant de front les stéréotypes qui entourent son sujet, l'auteur s'est attachée, au fil de son étude, à éclairer sous un angle nouveau les rapports des employés de bureau avec le syndicalisme. Ce faisant, elle renverse nombre d'a priori qui apparaissent alors comme des révélations, ainsi, loin d'être des salariés déracinés de leur milieu d'origine, les employés de bureau peuvent au contraire être porteurs de traditions politiques et syndicales familiales.

Cet ouvrage vient donc à point pour appréhender un groupe pro-

fessionnel d'extension récente mais continue, jeune et en majorité féminin. Caractéristiques nouvelles qui rendent par ailleurs obsolètes les attitudes, telles que le retrait dans le travail et l'esprit promotionnel, auxquelles on se référerait pour expliquer leur faiblesse syndicale.

Au total, comme a su le démontrer l'auteur, compte tenu qu'il vise à transformer leurs conditions de travail, l'image de leur groupe professionnel et leurs relations avec les organisations syndicales, l'engagement syndical des employés de bureau ne relève en rien d'un syndicalisme de seconde zone.

Réunion Comité Régional élargi aux membres des bureaux des UD de la région, aux secrétaires régionaux de profession, au groupe CGT/CESR, aux élus et mandats régionaux.

24 JUIN 1998 8h30 - 16h00

CENTRE MARCEL PAUL A MONDONVILLE

avec la participation de **François DUTEIL, Secrétaire confédéral.**

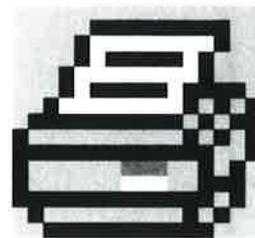
Thème Comment mieux prendre en compte les enjeux régionaux dans notre démarche revendicative au centre desquels se trouvent l'emploi et la reconquête industrielle en Midi-Pyrénées.

Dans le débat du 46^e congrès, rôle et place des comités régionaux dans l'activité CGT, quelles transformations sont à réaliser pour que notre démarche revendicative porte mieux la dimension régionale des enjeux.

Le Comité Régional cède :

Une imprimante Canon
laser 600 dpi

Une cartouche de toner



Prix à débattre

Contact : Secrétariat régional



Réservation

Information

05 61 29 83 29



CARTE LOISIRS

● **Villages de vacances :** Argelès - Bormes les Mimosas - Ile de Ré -
Chamonix - La Plagne - Serre Chevalier ...

● **Voyages :** Afrique du Sud - Antilles - Californie - Canada/U.S.A. - Cuba -
Ecosse - Egypte - Equateur - Indonésie - Irlande - Mexique - Norvège - Sri Lanka -
Turquie - Vietnam

● **Locations :** Atlantique - Méditerranée - Paris - Provence - Campagne -
Jura - Vosges - Alpes - Pyrénées - Espagne.

Demandez notre catalogue GRATUIT

Tourisme Loisirs Culture

3, rue Merly ■ 31000 TOULOUSE ■ Tél. 05.61.29.83.29